

COMMUNE DE VENDENHEIM

Ecole maternelle

Mise en conformité des hauts jours des salles de classe et remplacement de portes à l'école maternelle

Pièce commune à tous les lots

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES C.C.A.P.

Maître d'ouvrage :
Ville de Vendenheim
12 rue Jean Holweg
67550 VENDENHEIM

Affaire suivie par :
Mme Anne MULLER – 03 88 59 42 45
M. Raymond FEUCHT – 07.54.80.57.78
M. Pierre SCHWARTZ – 06 63 48 10 40

SOMMAIRE

1. OBJET – INTERVENANTS – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 Objet du marché – Domicile du titulaire	4
1.2 Décomposition en tranches et en lots	4
1.3 Intervenants	4
1.4 Dispositions Générales	5
2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	7
2.1 Pièces contractuelles	7
2.2 Pièces non contractuelles	7
3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES-VARIATION DANS LES PRIX- REGLEMENT DES COMPTES	8
3.1 Tranche(s) conditionnelle(s)	8
3.2 Répartition des paiements	8
3.3 Contenu des Prix – Travaux en régie	8
3.4 Prestations fournies gratuitement à l'entreprise	9
3.5 Obligations particulières du titulaire	9
3.6 Caractéristiques des prix	9
3.7 Variation dans les prix	9
3.8 Règlement des comptes	9
3.9 Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine	10
3.10 Mode de règlement	10
3.11 Intérêts moratoires	10
4. DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES	10
4.1 Délai d'exécution des travaux	10
4.2 Prolongation du délai d'exécution	10
4.3 Pénalités pour retard- Primes d'avances	10
4.4 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	11
4.5 Exécution complémentaire - augmentation du montant des travaux	12
5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	12
5.1 Retenue de garantie	12
5.2 Avance forfaitaire	12
6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX	12
6.1 Provenance des matériaux et des produits	12
6.2 Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt	12
6.3 Caractéristiques, qualités, vérifications essais et épreuves des matériaux et produits	12
6.4 Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux fournis par le maître de l'ouvrage	13

7. IMPLANTATION DES OUVRAGES	13
7.1 Piquetage général	13
7.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés	13
8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	13
8.1 Période de préparation- Programme d'exécution des travaux	13
8.2 Plans d'exécution-notes de calcul-études de détail	13
8.3 Organisation, hygiène et sécurité des chantiers	14
8.4 Garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur	15
9. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX	15
9.1 Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux	15
9.2 Réception	16
9.3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage	16
9.4 Documents fournis après exécution	16
9.5 Délais de garantie	16
9.6 Garantie particulière	16
9.7 Attestations - Assurances	16
9.8 Résiliation	17
10. ATTRIBUTION DE COMPETENCE	17
11. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX	17

1. OBJET – INTERVENANTS – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET DU MARCHÉ – DOMICILE DU TITULAIRE

Le marché concerne la mise en sécurité de l'école maternelle située 20 Rue Charles Gounod à VENDENHEIM (mise aux normes des hauts jours, mise en place de nouvelles portes aux normes, création d'une baie vitrée).

Le lieu d'exécution des travaux est le suivant : Commune de VENDENHEIM (67).

Le maître d'ouvrage est la Commune de Vendenheim.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et le Cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la Mairie de VENDENHEIM, jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître à la personne responsable du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.2 DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS

Le marché comprend trois lots :

Lot 1 : Menuiseries bois

Lot 2 : Plâtrerie

Lot 3 : Menuiseries métalliques et aluminium

Il est également prévu des options et des tranches conditionnelles.

1.3 INTERVENANTS

1.3.1 Représentation du titulaire

Le titulaire est représenté par la personne physique qu'il a désignée dès la notification du marché.

1.3.2 Représentation du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur, maître d'ouvrage des travaux visés par le marché est représenté par son maire en exercice pour la commune de Vendenheim.

1.3.3 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par la commune de Vendenheim.

1.3.4 Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs

Le coordinateur SPS sera désigné ultérieurement.

1.3.5 Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Cette mission est assurée par la commune de Vendenheim.

1.3.6 Désignation des sous-traitants en cours de marché

Le titulaire est habilité à sous-traiter ses prestations, sous réserve de l'acceptation et de l'agrément préalables des conditions de paiement du/des sous-traitants(s), conformément aux dispositions prévues à l'article 62 de l'ordonnance n°2015-899 et aux articles 133 à 137 du décret n°2016-360 et aux conditions posées par l'article 3.6 du CCAG-Travaux.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre en sus du projet d'acte spécial, les pièces mentionnées à l'ordonnance n°2015-899 et au décret n°2016-360.

L'agrément d'un sous-traitant ne sera recevable que sous réserve que la demande en soit faite par le titulaire dans un délai compatible avec la date prévisionnelle d'intervention du sous-traitant.

Le titulaire est en outre tenu, le cas échéant, au respect des conditions particulières liées à la sous-traitance et visées à l'article 8.3 ci-après (Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier).

L'acte spécial de demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement est établi conformément au modèle DC4 (dans sa version la plus récente) et doit être remis signé conjointement par le sous-traitant et par le titulaire.

Si l'opérateur qui sous-traite est un cotraitant, l'acte spécial est également contresigné par le mandataire du groupement.

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre en sus des renseignements exigés par l'ordonnance n°2015-899 et le décret n°2016-360:

- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics (l'article 51 du décret 2016-360) ;
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L324-9, L324-10, L341-6, L125-1 et L125-3 du Code du Travail ;
- Les capacités professionnelles du sous-traitant (moyens et références) ;
- L'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle.

1.4 DISPOSITIONS GENERALES

1.4.1 Mesure d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application de l'article R.341-36 du Code du Travail et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit remettre au Maître de l'ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10 % et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 %.

1.4.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues par l'ordonnance n°2015-899 et le décret n°2016-360, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités du CCAP du marché sus-cité.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »

1.4.3 Responsabilités

D'une façon générale, les entrepreneurs assument les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur au moment de l'exécution des travaux.

A ce titre, les entrepreneurs répondent notamment des responsabilités et garanties édictées par les articles 1147 et suivant, 1792, 1792-2, 1792-3, 1792-6 du Code civil, et des risques mis à leur charge par l'article 1788 du même code.

Les documents techniques contractuels peuvent, en fonction de la nature des travaux ou des installations, imposer des garanties particulières. Ces documents précisent les conditions que doivent remplir les travaux en cause pendant ce délai et la nature des obligations de l'entrepreneur concernant leur entretien ou leur remplacement.

1.4.3.1 Garantie de parfait achèvement

Pendant l'année de parfait achèvement, l'entrepreneur, indépendamment des obligations qui peuvent résulter pour lui des articles 1792 à 1792-3 et 2270 du Code civil, est tenu de remédier dans le délai fixé au 9.2 du présent C.C.A.P. :

- aux réserves énoncées au procès-verbal de réception
- à tous les désordres nouveaux signalés par le Maître d'ouvrage par voie de notification écrite ; le délai fixé à l'article 9.2 du présent C.C.A.P. court à compter de l'accusé de réception de la notification des désordres.

En cas d'inexécution dans le délai fixé, une mise en demeure est adressée à l'entrepreneur de s'acquitter de ses obligations dans un délai de CINQ (5) jours. A défaut, les travaux nécessaires aux reprises des désordres seront exécutés aux frais et risque de l'entrepreneur défaillant.

1.4.3.2 Dommages aux tiers

L'entrepreneur est seul responsable des désordres, dégradations ou préjudices quelconques qui, du fait ou à l'occasion des travaux, pourrait être causés aux tiers, et s'engage à garantir le maître d'ouvrage contre les actions ou réclamations qui pourraient être dirigés contre lui de ce chef.

1.4.4 Assurances

1.4.4.1 Assurance de la responsabilité décennale et des risques annexes

Les entrepreneurs doivent être titulaires de garanties couvrant :

- leurs responsabilités au sens des articles 1792, 1792-2, 2270 du Code civil conformément à l'article L.241-1 du Code des assurances, et aux clauses types prévues à l'annexe 1 à l'article A.243-1 du Code des assurances
- les risques d'effondrement ou menace d'effondrement avant réception
- la garantie de bon fonctionnement minimale de deux ans des éléments d'équipement au sens de l'article 1792-3 du Code civil

En cas de travaux sur existants, ces garanties devront impérativement comporter une clause d'extension, dans les conditions similaires à celles prévues par la loi du 4 janvier 1978, et par l'annexe 1 à l'article A.243-1 du Code des assurances, aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction.

1.4.4.2 Autres assurances individuelles

Les entrepreneurs doivent être titulaires, en outre, des garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'ils sont susceptibles d'encourir vis-à-vis des tiers et du Maître de l'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant pendant ou après les travaux.

Ces garanties doivent être étendues :

- d'une part, aux dommages causés aux parties anciennes de la construction sur, sous, ou dans lesquelles sont exécutés les travaux neufs, ainsi qu'aux biens mobiliers s'y trouvant, notamment par accident, incendie, explosion eau et vol ;
- d'autre part, aux dommages causés avant réception aux matériaux et éléments d'équipement destinés à être incorporés dans la construction ainsi qu'aux ouvrages ou parties d'ouvrages, par incendie, explosion ou eau, y compris ceux subis par les entrepreneurs eux-mêmes, même si ces événements ont été causés par des événements fortuits ou de force majeure.

1.4.4.3 Dispositions communes

Les entrepreneurs devront joindre à leur soumission une attestation, émanant de leur compagnie d'assurance, certifiant que les garanties susmentionnées sont bien couvertes.

Pour les chantiers dont le montant est supérieur à 9 millions d'euros hors taxes, l'attestation devra être nominative au chantier considéré et devra préciser l'abrogation de la règle proportionnelle.

Les attestations des sous-traitants du titulaire du présent marché devront, délivrées dans les mêmes conditions que celles décrites ci-dessus.

Sur simple demande du Maître d'ouvrage, l'entrepreneur devra justifier à tout moment du paiement de ses primes d'assurances, ainsi que de celles de ses sous traitants.

Aucun règlement ne sera effectué par le Maître d'ouvrage à l'entrepreneur si celui-ci ne produit pas les justificatifs correspondants.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture, le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part de l'entrepreneur la souscription d'une assurance complémentaire et à défaut de souscrire ladite assurance pour le compte de ce dernier, et/ou de ses sous-traitants. Dans cette hypothèse, le montant de la prime sera retenu, sur justificatif, sur le montant des sommes dues à l'entrepreneur titulaire par le Maître d'ouvrage.

Par ailleurs, hormis l'hypothèse ci-dessus visée de souscription d'assurance complémentaire à la charge de l'entreprise, le Maître d'ouvrage peut, en cas de non respect par l'entrepreneur des obligations prévues au présent article, résilier le marché aux torts de l'entreprise.

Les franchises applicables en cas de sinistre devront être réglées par le ou les responsables ou imputées sur le compte prorata en cas de défaillance des responsables ou d'absence de responsabilités.

2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

2.1 PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi,
- Le cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF),
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux), dans sa version adoptée par Arrêté du 8 septembre 2009,
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCTG), dans la version en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini à l'article 3-3-1-1 du présent CCAP.
- Le CCAG-Travaux et le CCTG ne sont pas joints au dossier, le soumissionnaire étant censé les connaître.
- L'attestation de visite.

2.2 PIECES NON CONTRACTUELLES

Les pièces suivantes du dossier ne sont pas contractuelles :

- La planche photographique des lieux concernés par les travaux

3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES-VARIATION DANS LES PRIX- REGLEMENT DES COMPTES

3.1 TRANCHE(S) CONDITIONNELLE(S)

Le marché comprend plusieurs tranches conditionnelles. Chacune des tranches conditionnelles sera ou non affermée par un ordre de service.

Il n'est prévu aucune indemnité en cas de retard ou de non affermissement d'une tranche conditionnelle.

3.2 REPARTITION DES PAIEMENTS

L'Acte d'Engagement du marché indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire du marché et à ses sous-traitants ou, en cas de groupement d'entreprises, à l'entrepreneur mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

3.3 CONTENU DES PRIX – TRAVAUX EN REGIE

3.3.1 Les prix du marché sont hors TVA et sont établis :

- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement et notamment de toutes les mesures résultant du plan général de coordination (P.G.C.) et de ses éventuelles mises à jour pendant l'exécution du marché ;
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur ;
- En tenant compte des sujétions générales et contraintes liées au maintien des circulations et accès de toutes natures et notamment :
 - obligation de maintien de la circulation de tous les véhicules et des riverains sans restriction pendant toute la durée du chantier.
 - obligation de maintien d'un passage sécurisé pour la circulation piétonne dans toute la zone concernée par les travaux et pendant toute la durée des travaux,
 - obligation de maintien des accès riverains pendant toute la durée des travaux,
 - de tous les phasages de travaux nécessaires pour permettre la libre circulation des différents usagers cités précédemment,
 - fourniture, mise en place, entretien et maintenance des signalisations réglementaires et des dispositifs de protection sur les voies publiques pendant toute la durée des travaux ;
- En tenant compte des contraintes nécessaires au bon déroulement du chantier
- En tenant compte des sujétions générales et contraintes liées au respect de l'environnement et notamment :
 - les sujétions liées à la réglementation inhérente à la lutte contre le bruit (décret n°95-22 du 9 janvier 1995 et décret n°95-79 du 23 janvier 1995).
 - les sujétions résultant de la nécessité de sauvegarder l'environnement naturel, en particulier les eaux superficielles et souterraines notamment l'absence de déchets polluants durant toutes les phases travaux.
- En tenant compte des intempéries prévisibles dont les intensités sont indiquées à l'article 4.2 du CCAP.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires.

3.3.2 Travaux en régie

Le règlement des travaux en régie sera effectué en prenant en considération dans les décomptes, conformément à la circulaire n°97-60 du 25 juillet 1997 :

- Pour la main d'œuvre mise à la disposition du représentant du Maître d'œuvre par l'Entrepreneur :
 - les salaires majorés de 112 %
 - les indemnités de panier et de petits déplacements ainsi que les primes de transport majorées de 93 %
 - les indemnités de grands déplacements majorées de 6 %
- Pour les fournitures, leurs prix d'achat hors taxes majorés de 11 %.

- Pour les locations de matériels déjà présents sur le chantier, les sommes résultant des locations journalières en jours ouvrés seront proposées par les entreprises et négociées avec le représentant du Maître d'œuvre.

3.3.3 Répartition des dépenses communes de chantier

Les stipulations du CCAG sont applicables.

3.4 PRESTATIONS FOURNIES GRATUITEMENT A L'ENTREPRISE

L'eau et l'électricité nécessaires aux travaux seront fournis par la commune, ainsi qu'une salle de réunion.

3.5 OBLIGATIONS PARTICULIERES DU TITULAIRE

Sans objet.

3.6 CARACTERISTIQUES DES PRIX

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application de prix global et forfaitaire dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

3.7 VARIATION DANS LES PRIX

3.7.1 Type de variation des prix

Les prix sont fermes et non révisables. Les prix sont actualisables lorsqu'un délai supérieur à trois mois s'est écoulé entre le mois d'établissement des prix et la date du début contractuel d'exécution des travaux.

3.7.1.1 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de juin 2017 (mois 0).

3.7.1.2 Choix de l'index de référence

L'index I de référence choisi en raison de sa structure pour l'actualisation du prix des travaux est :

Lot 01 : Menuiserie bois	BT 18A : Menuiserie intérieure
Lot 02 : Plâtrerie	BT 08 : Plâtre et préfabriqués
Lot 03 : Menuiserie métallique et alu	BT 19B : Menuiserie extérieure

3.7.1.3 Modalités d'actualisation

L'actualisation est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = I_{d-3} / I_0,$$

dans laquelle I_0 et I_{d-3} sont les valeurs prises respectivement au mois 0 et au mois d-3 par l'index de référence I ci-avant fixé, sous réserve que le mois d du début du délai contractuel d'exécution des travaux soit postérieur de plus de trois mois au mois 0.

Le cas échéant, cette actualisation s'applique au moment de l'affermissement des tranches conditionnelles

3.7.2 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'exécution des prestations.

3.8 REGLEMENT DES COMPTES

La vérification des décomptes et des acomptes est effectuée par le Maître d'œuvre.

En application de l'article 13 du C.C.A.G., un décompte mensuel sera établi par l'Entrepreneur et présenté par ce dernier au Maître d'œuvre entre 25 du mois en cours et le 5 du mois suivant. Le montant de l'acompte mensuel est ensuite déterminé par le Maître d'œuvre conformément à l'article 13-2 du C.C.A.G.

Suivant l'article 13-3 du C.C.A.G. l'Entrepreneur dresse le décompte final et le remet au Maître d'œuvre. Ce dernier établit le Décompte Général.

3.9 PRESTATIONS COMPORTANT UN DELAI IMPORTANT DE FABRICATION OU DE STOCKAGE EN USINE

Sans objet.

3.10 MODE DE REGLEMENT

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes est la date de réception du projet de décompte par le Maître d'œuvre.

Le point de départ du délai global de paiement du solde est la date d'acceptation du décompte général par le titulaire, celle-ci est constituée par la date de la réception de cette acceptation par le Maître d'œuvre.

3.11 INTERETS MORATOIRES

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément au Décret N°2002-232 du 21 février 2002 modifié par le Décret N°2008-1550 du 31 décembre 2008 relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept mois.

4. DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

4.1 DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX

4.1.1 Délai d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'Acte d'engagement.

L'ensemble des travaux devra être achevé au plus tard le 3 novembre 2017.

Les travaux seront réalisés pendant les périodes de congés scolaires, à savoir entre le 31 juillet et le 1^{er} septembre 2017 et/ou entre le 23 octobre et le 3 novembre 2017.

4.2 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

4.2.1 Travaux modificatifs, difficultés imprévues, ajournement de travaux

L'importance de la prolongation des délais d'exécution sera arrêtée par le Pouvoir adjudicateur sur la base :

- de la nature des prestations supplémentaires
- d'un recalage du planning d'exécution

4.2.2 Intempéries

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 0 jours.

4.3 PENALITES POUR RETARD- PRIMES D'AVANCES

4.3.1 Pénalités de retard dans l'exécution des travaux

4.3.1.1 Retard

Dans le cas d'un dépassement du délai figurant dans l'acte d'engagement, par dérogation à l'article 20.1 du C.C.A.G, l'entreprise sera passible d'une pénalité de **250 €** hors taxes par jour calendaire de retard fixé pour chaque tranche d'exécution des travaux. Ces sommes seront prélevées à titre définitif et de plein droit sur les dernières situations.

Les pénalités seront appliquées sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable. Il est entendu qu'il appartient toujours à l'entreprise en retard de faire preuve écrite de sa non responsabilité, chaque entreprise étant présumée responsable de son retard si elle n'apporte pas la preuve du contraire.

Pour éviter toute contestation, l'entreprise est tenue d'aviser par écrit le Maître d'œuvre, au moins dix jours avant la date prévue par elle, de l'achèvement des travaux.

Les augmentations de prix qui interviendront du fait de l'actualisation de prix pour la période hors délai contractuel resteront à la charge de l'entreprise.

4.3.2 Pénalités de retard pour non respect des obligations engendrées par la réglementation SPS

En cas de non-respect des obligations engendrées par la réglementation SPS concernant les délais fixés aux articles 8.1 ci-après et de non respect des consignes données en matière de sécurité, l'entrepreneur subira, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 49.1 du C.C.A.G., une pénalité par jour de retard de mise en application de ces obligations de : **75 €**

4.3.3 Pénalités pour absence aux réunions

Si l'entrepreneur ou son représentant ne se rend pas dans les bureaux du maître de l'ouvrage ou du maître d'œuvre ou sur le chantier toutes les fois qu'il en est requis, comme précisé à l'article 2.7 du C.C.A.G, il subit, pour toute absence constatée, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à : **100 €**

4.3.4 Pénalités pour retard aux réunions

En cas de retard de plus d'un quart d'heure aux réunions visées ci-dessus, l'entrepreneur subit, par quart d'heure de retard, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à : **15 €**

4.3.5 Pénalités diverses

En cas de non-respect des obligations prévues au marché, l'entrepreneur reçoit un avertissement du Maître d'œuvre lui indiquant les points précis de l'infraction et le délai pour y remédier.

Chaque constat de dépassement de ce délai donne lieu à l'application immédiate d'une pénalité fixée à : **100 €**

Cette pénalité s'applique notamment aux cas suivants, sans exhaustivité :

- par jour de retard dans l'installation du chantier ;
- par jour de retard dans la remise ou la diffusion de documents ;
- par jour de retard dans la présentation des prototypes ou échantillons de matériaux ;
- par jour de retard dans la fourniture des renseignements demandés, tels que :
 - délais d'approvisionnement ;
 - début d'intervention sur le chantier ;
 - délais d'exécution proposés ;
 - effectif échelonné dans le temps, etc....
- par jour de retard dans l'évacuation des gravats ou déblais
- par jour de retard dans le nettoyage du chantier
- pour chaque nuisance ou bruit excessif au-delà de la limite prescrite ;
- pour chaque infraction aux prescriptions de chantier constatée...
- pour chaque non-exécution des prestations décrites et manquements aux mémoires technique et environnemental.

4.3.6 Primes d'avance

Sans objet.

4.4 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements seront réalisés pour la réception du chantier. En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG-Travaux, sans préjudice d'une pénalité de cent cinquante euros (150,00 €) hors taxes par jour de retard.

4.5 EXECUTION COMPLEMENTAIRE - AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX

Les stipulations de l'article 15 du CCAG-Travaux sont applicables.

5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 RETENUE DE GARANTIE

Il est prévu une retenue de garantie égale à 5% du montant du marché augmenté de ses avenants éventuels, conformément à l'article 61 de l'ordonnance n° 2015-899 et aux articles 122 à 126 du décret n°2016-360. La retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande.

5.2 AVANCE FORFAITAIRE

Sauf refus du titulaire, si le montant du marché est supérieur à 50 000 € HT et si la durée de validité est supérieure à 2 mois, une avance forfaitaire sera versée à l'entrepreneur dans les conditions prévues à l'article 59 de l'ordonnance n° 2015-899 et aux articles 110 à 121 du décret n°2016-360.

Cette avance n'est due au titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Le titulaire peut refuser l'avance.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Cette avance sera accompagnée d'une garantie à première demande ou d'un cautionnement personnel et solidaire. Le taux de l'avance est fixé à 5 % du marché de base.

Le remboursement de l'avance sera effectué en 2 fois sur les sommes dues ultérieurement.

Le premier remboursement est effectué à concurrence de 50 % de l'avance, dès que le montant des prestations exécutées au titre du marché en prix de base atteint ou dépasse 60 % et le solde de l'avance est effectué dès que le montant des prestations exécutées est compris dans la fourchette 70 à 80 %.

Dans le cas où l'acompte présenté correspondrait directement à la tranche 70 – 80 % des travaux ou au-delà, le remboursement de la totalité de l'avance s'effectuera en une seule fois.

6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX

6.1 PROVENANCE DES MATERIAUX ET DES PRODUITS

Par dérogation à l'article 21.1 du CCAG-Travaux, TOUS les matériaux font l'objet de propositions d'agrément de l'entrepreneur au Maître d'œuvre.

Ces propositions d'agrément sont présentées en 1 exemplaire au Maître d'œuvre avec les échantillons et les justifications nécessaires (notamment les fiches de contrôle internes périodiques des fournisseurs) au moins 8 jours avant l'utilisation des matériaux et en temps utile pour ne pas retarder ni les études d'exécution, ni les travaux.

Le Maître d'œuvre se réserve un délai de cinq jours pour rendre sa décision, ce délai court à partir de la date à laquelle auront été fournis tous les échantillons de fabrication et tous les renseignements propres à justifier les propositions du titulaire.

Toutefois, l'agrément définitif des matériaux sera subordonné au résultat positif des épreuves de convenance, lorsqu'elles sont prévues par le CCTP.

6.2 MISE A DISPOSITION DE CARRIERES OU LIEUX D'EMPRUNT

Sans objet.

6.3 CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux,

ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

6.4 PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR L'ENTREPRENEUR DES MATERIAUX FOURNIS PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE

Sans objet.

7. IMPLANTATION DES OUVRAGES

7.1 PIQUETAGE GENERAL

Le piquetage général sera effectué contradictoirement par l'entrepreneur avant le commencement des travaux pour l'ensemble des ouvrages et le positionnement des clôtures de chantier conformément à l'article 27.23 du CCAG avec le degré de précision indiqué au CCTP.

7.2 PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES

Par dérogation à l'article 27.3.1 du CCAG-Travaux, l'entrepreneur devra recueillir toutes les informations sur la nature et la position des ouvrages souterrains ou enterrés.

Avant tout commencement d'exécution des travaux, le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué par les entreprises concernées, à leurs frais, contradictoirement avec le représentant du maître d'œuvre sous le contrôle des concessionnaires dûment convoqués par l'entrepreneur.

Lorsque le piquetage spécial concerne des canalisations de gaz, d'eau ou des câbles électriques, l'entrepreneur doit dix jours au moins avant le début des travaux, prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles.

Si des canalisations, câbles, ouvrages souterrains ou enterrés non repérés initialement sont découverts en cours d'exécution des travaux, l'entrepreneur en informe immédiatement le maître d'œuvre et il est procédé contradictoirement à leur relevé.

8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 PERIODE DE PREPARATION- PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX

8.1.1 Période de préparation

Il est fixé une période de préparation.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, cette période de préparation n'est pas comprise dans le délai d'exécution du marché et sa durée est de 15 jours à compter de la notification du marché.

8.1.2 Prestations dues par les parties

Au cours de cette période les prestations énoncées ci-après sont réalisées à la diligence respective des parties contractantes:

- PAR LES SOINS DE L'ENTREPRENEUR

Dans le délai prévu pour la période de préparation :

- agrément par le maître d'ouvrage des matériaux proposés par l'entrepreneur ;

- établissement du plan de signalisation des chantiers et obtention des arrêtés d'occupation du domaine public dans les conditions définies à l'article 8-3 du CCAP.

8.2 PLANS D'EXECUTION-NOTES DE CALCUL-ETUDES DE DETAIL

Les plans d'exécution sont à réaliser par l'entreprise.

8.3 ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE DES CHANTIRS

8.3.1 Facilités accordées à l'entreprise pour le chantier

Sans objet.

8.3.2 Installations à réaliser par l'entreprise

Sans objet.

8.3.3 Transport par voie d'eau

Sans objet.

8.3.4 Emplacements mis à disposition pour déblais

Sans objet.

8.3.5 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

A/ Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail s'appliquent.

B/ Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers, le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

C/ Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le PPSPS
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier
- Dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur
- La copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS

- De toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet
- De ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement

Le titulaire donne suite pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

A la demande du coordonnateur SPS le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

D/ Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi N° 93-1418 du 31 Décembre 1993.

8.3.6 Signalisation des chantiers

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée sous le contrôle des services techniques concernés.

Elle doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifiée.

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

Dispositifs de signalisation mis à disposition du titulaire : Néant

La signalisation au droit des travaux est réalisée par l'entreprise.

La signalisation des tronçons mis en sens unique alterné est réalisée par feux tricolores. La section concernée par la mise en sens unique alterné ne pourra, sauf impossibilité majeure constatée, excéder 200 mètres.

Le titulaire doit soumettre à l'agrément du Maître d'œuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci le titulaire doit faire connaître nominativement au Maître d'œuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

Pour chaque chantier et pour chacun des éléments de signalisation le titulaire est tenu d'avoir en permanence en réserve : un feu de signalisation ainsi qu'une batterie susceptible d'alimenter n'importe lequel des dispositifs lumineux existants sur le chantier.

Le titulaire est tenu de maintenir la signalisation sur toute section abandonnée avant l'achèvement des travaux, les dépenses correspondantes ne sont remboursées au titulaire que si l'abandon n'est pas prévu dans le programme d'exécution des travaux et est la conséquence d'une décision du Maître d'œuvre ou résulte du cas de force majeure.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un baudrier, ou d'un gilet rétro réfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe c : matériels mobiles alinéa 2 "feux spéciaux" de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre I- 8ème partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertissant les usagers de la présence à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances

8.3.7 Utilisation des voies publiques

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG-Travaux, les contributions ou réparations éventuellement dues pour les dégradations causées aux voies publiques y compris à l'intérieur du chantier par des transports routiers ou des circulations résultant d'engins de chantier exceptionnels sont entièrement à la charge de l'entrepreneur responsable. A cet effet, un constat d'état des lieux de la voirie devra être établi avec les services concernés de la Communauté Urbaine de Strasbourg.

8.3.8 Autorisations administratives

Les stipulations de l'article 31.3 du CCAG-Travaux sont applicables.

8.4 GARDE DU CHANTIER EN CAS DE DEFAILLANCE D'UN ENTREPRENEUR

Sans objet.

9. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1 ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

Les essais et contrôles d'ouvrages ou partie d'ouvrages au titre du contrôle intérieur prévus par le marché sont réalisés par l'entrepreneur et à ses frais.

Les essais et contrôles d'ouvrages ou partie d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou le CCTP au titre du contrôle extérieur sont exécutés par le laboratoire des ponts et chaussées de Nancy comme préposé au représentant du maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG-Travaux, les essais et contrôles supplémentaires seront à la charge du Pouvoir adjudicateur si ceux-ci ne permettent pas d'établir la preuve d'une faute du titulaire ; dans le cas contraire, ces essais et contrôles sont à la charge du titulaire.

Au cas où il serait constaté que le titulaire n'est pas en mesure de procéder d'une façon satisfaisante aux essais ou contrôles qui lui sont imposés, le maître d'œuvre se chargerait de la réalisation de ces essais par un laboratoire de son choix et aux frais du titulaire.

9.2 RECEPTION

La réception des travaux aura lieu à l'issu de l'ensemble des travaux de réaménagement. Le Maître d'ouvrage réceptionne l'ouvrage qu'il a commandé lorsque celui-ci est totalement terminé.

La date de réception portée sur le procès-verbal correspondant est le point de départ :

- de la garantie de parfait achèvement,
- de la garantie de bon fonctionnement (ex-biennale),
- de la garantie décennale.

La réception se déroule comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG-Travaux et ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

9.3 MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGE

Aucune disposition particulière n'est prévue.

9.4 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Sans objet

9.5 DELAIS DE GARANTIE

Conformes aux stipulations de l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

9.6 GARANTIE PARTICULIERE

Dans le cas d'une solution variante, si l'entrepreneur propose d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, il garantit le maître d'ouvrage contre la mauvaise tenue du(des) matériau(x) (et) fourniture(s) mis en œuvre sur sa proposition pendant le délai de trois (3) ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage l'entrepreneur dans le cas où, pendant ce délai, la tenu du(des) matériau(x) (et) fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à le(les) remplacer à ses frais sur simple demande du maître d'œuvre, par le (les) matériau(x) (et) fourniture(s) prévu(s) en solution de base.

9.7 ATTESTATIONS - ASSURANCES

9.7.1 Attestations relatives à la réglementation du travail

Le titulaire s'engage à remettre au pouvoir adjudicateur, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales émanant de l'organisme de recouvrement des cotisations et des contributions sociales et datant de moins de six mois (article D8222-5 du Code du Travail) ;
- une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement lorsque le cocontractant emploie des salariés, au regard des articles L1221-10, L3243-2 et R3243-1 du Code du Travail (article D8222-5 du Code du Travail) ;
- une attestation sur l'honneur d'avoir déposé, auprès de l'administration fiscale, à la date figurant sur cette attestation, l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires ;
- Lorsque le titulaire est établi ou domicilié à l'Etranger, une attestation sur l'honneur du respect des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationales du Travail lorsque ces conventions ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où la main d'œuvre est employée, conformément aux dispositions de l'article 6.1. du CCAG-Travaux.

Les éventuels sous-traitants du titulaire s'obligent à fournir les mêmes attestations.

A défaut de production de l'une ou l'autre de ces attestations, le marché peut être résilié aux torts du titulaire après mise en demeure restée infructueuse, à moins qu'il ne soit décidé d'en poursuivre l'exécution à ses frais et risques conformément aux dispositions de l'article 48 du CCAG-Travaux.

9.7.2 Attestation relative aux assurances souscrites

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire fournit l'attestation visée par l'article 9 du CCAG-Travaux.

L'attestation établit l'étendue de chaque responsabilité garantie.

9.8 RESILIATION

9.8.1 Résiliation pour faute du titulaire

La résiliation du marché pour faute du titulaire sur le fondement de l'article 46.3 du CCAG-Travaux est précédée d'une mise en demeure de celui-ci de se conformer à ses obligations dans un délai de 15 jours à compter de la notification de cette mise en demeure, à moins qu'un délai différent y soit mentionné.

Outre les cas de résiliation pour faute du titulaire énumérés à l'article 46.3 du CCAG-Travaux, le défaut de production, après mise en demeure restée infructueuse, de l'une ou l'autre des attestations visées à l'article 9-7 du présent CCAP pourra justifier la résiliation pour faute du marché.

9.8.2 Résiliation pour un motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 46.4 alinéa 1 du CCAG-Travaux, toute indemnisation du titulaire au titre de la perte de marge bénéficiaire est exclue.

10. ATTRIBUTION DE COMPETENCE

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le tribunal administratif compétent sera celui du domicile de la personne publique.

Tribunal Administratif de Strasbourg
31 avenue de la Paix
67000 STRASBOURG

11. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 4 du CCAG-Travaux par article 2-1 du CCAP

Dérogation à l'article 20 du CCAG-Travaux par l'article 4-3 du CCAP

Dérogation à l'article 21-1 du CCAG-Travaux par article 6-1 du CCAP

Dérogation à l'article 27.3.1 du CCAG-Travaux par article 7-2 du CCAP

Dérogation à l'article 34.1 du CCAG-Travaux par article 8-3-7 du CCAP

Dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux par article 8-1-1 du CCAP

Dérogation à l'article 38 du CCAG-Travaux par article 9-1 du CCAP

Dérogation à l'article 46.4 du CCAG-Travaux par article 9-8-2 du CCAP

Fait à Vendenheim, le 15 juin 2017

Philippe PFRIMMER,
Maire de Vendenheim.

L'entrepreneur.
(signature + cachet + mention « lu et approuvé »)